**Matière:** Histoire - **Rubrique:** Histoire contemporaine - **Chapitre:** La Shoah

**Thème:** Les Juifs dans la Résistance en France

**Auteur:** Michel Laffitte - **Classe:** 1 ère - **N° de Fiche:** 1

# Titre: Juifs en résistance et Résistance juive en France

Notes de L'enseignant

## Observations du rédacteur

Ce cours s'adresse en priorité aux élèves des classes de Troisième de collège et de Première de lycée. En Troisième, "L'étude de l'Europe sous la domination nazie conduit à décrire les formes de l'occupation, la politique d'extermination des Juifs et des Tziganes et à définir collaborations et résistances. Une place particulière est faite à l'histoire de la France: analyse du régime de Vichy, rôle de la France libre et de la Résistance." Cet acquis est repris en développé dans le cadre du programme de Première.

## Objectifs pédagogiques

- Connaître la situation complexe et mouvante des Juifs de France entre 1940 et 1944, entre zone occupée et zone sud.
- Savoir pourquoi et comment les Juifs de différentes origines s'engagent dans les mouvements et réseaux de Résistance.
- Comprendre comment se constitue une Résistance juive.

- Objectifs cognitifs:

  - Connaître le caractère composite des mouvements et réseaux de Résistance, de part et d'autre de la ligne de démarcation.
  - Savoir analyser et comprendre le lien entre la situation particulière des communautés juives de France et leur engagement plus massif dans la Résistance que d'autres secteurs de la population.

## Pré-requis de l'élève

L'élève doit connaître:

- La situation des Juifs de France depuis les statuts de Vichy d'octobre 1940 et de juin 1941.
- L'accélération des persécutions en 1941: première rafles en zone occupée et ouverture du camp d'internement de Drancy.

Cette étude a été réalisée dans le cadre du programme Melamed, dirigé par Akadem Multimedia, initié par le FSJU et la FMS. Elle est mise gracieusement à la disposition des enseignants à des fins strictement pédagogiques et à l'exclusion de toute exploitation commerciale. Elle peut être librement reproduite. Les idées présentées ici n'engagent que leur auteur, le site étant largement ouvert à toutes les composantes du judaïsme. Tout renseignement et de nombreux autres outils pédagogiques sont disponibles sur www.melamed.fr

- Le tournant de 1942: la multiplication des ordonnances allemandes, l'assignation à domicile et le port de l'étoile jaune en zone occupée, ainsi que les rafles qui n'épargnent plus désormais les enfants juifs, tant en zone occupée qu'en zone dite "libre".

## Pré-requis de l'enseignant

L'enseignant doit connaître:

- La nouvelle configuration des institutions juives à partir de 1941: deux institutions officielles sont reconnues, le Consistoire et l'UGIF. Il est nécessaire de dépasser l'imagerie traditionnelle opposant le Consistoire, gardien des valeurs républicaines d'assimilation des Juifs à la nation française, et l'UGIF, fondée par une loi de Vichy, et "collaborant" avec les Allemands. Le mot "collaboration" est particulièrement inadapté, dans la mesure où il suppose un choix que les Juifs n'avaient pas.
- Les grandes phases de l'évolution politique de la France entre 1940 et 1944, les conditions d'émergence d'une Résistance en 1940, le tournant des rafles de 1942 et les origines des maquis en 1943.

## Difficultés envisagées

Il faut distinguer le sort des Juifs français de celui des Juifs étrangers, plus vulnérables en raison de liens plus ténus avec la société civile non juive, tandis que la loi du 4 octobre 1940 prévoit leur internement administratif en zone sud. Il faut également distinguer les populations juives de zone occupée, assignées dans leurs communes de résidence, et celles de zone sud qui bénéficient d'une plus grande latitude de déplacement jusqu'à l'invasion allemande de novembre 1942.

Il faut définir les caractéristiques essentielles de la Résistance. Par opposition au terme "Widerstand" désignant la Résistance organisée et davantage repérable dans les archives, le concept de "Resistenz" issu des travaux de l'historien allemand Martin Brozsat pourrait s'appliquer aux comportements des premiers dirigeants des institutions juives. Il désigne à l'origine la fabrication d'anticorps par un organisme, soit, métaphoriquement, le refus latent du corps social de se plier à l'organisation totale de la société.

## Bibliographie

- **PREPARATION DE COURS:**

  Asher COHEN, Persécutions et sauvetages. Juifs et Français sous l'Occupation et sous Vichy, Cerf, 1993, 528 p.

  Monique Lise COHEN et Jean-Louis DUFOUR (sous la direction de), *Les Juifs dans la Résistance*, Editions Tirésisas, 2001

  Annette WIEVIORKA, *Ils étaient juifs, résistants, communistes*, Denoël, 1986

- **POUR ALLER PLUS LOIN:**

Jacques ADLER, Face à la persécution, les organisations juives à Paris de 1940 à 1944, Calmann-Lévy, 1985

Stéphane COURTOIS, Denis PESCHANSKI, Adam RAYSKI, Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M. O. I. dans la Résistance, Fayard, 1989

David DIAMANT, *La Résistance juive entre gloire et tragédie*, L'Harmattan, 1993

Boris HOLBAN, *Testament*, Calmann-Lévy, 1989

Lucien LAZARE, La résistance juive en France, Stock, 1987

Georges LOINGER (présenté par), *Organisation juive de combat. Résistance/sauvetage. France 1940-1945*, Editions Autrement, 2002

Renée POZNANSKI, Propagandes et persécutions. La Résistance et le "problème juif". 1940-1944, Fayard, 2008, 785 p.

## Expressions clés

**Maquis:** groupes armés de Résistance qui se développent dans les zones de montagnes et de forêts, grossis à partir de 1943 par les réfractaires du Service du travail obligatoire (STO) qu'il ne faut pas confondre avec le départ volontaire de travailleurs français en Allemagne, institué en 1942 sous le nom de Relève.

**Mouvement de Résistance:** organisation dont le but premier est le travail de propagande, afin de sensibiliser et d'organiser les populations.

**Réseau de Résistance:** organisation hiérarchisée dans un but d'actions militaires qui comprennent le renseignement, les sabotages, les évasions.

## Repères chronologiques

### 1940:

- 3 octobre: premier statut antisémite de Vichy.
- 4 octobre: loi de Vichy autorisant les préfets à interner les Juifs étrangers dans les camps de la zone sud.

### 1941:

- 14 mai: première rafle dite du billet vert, visant les hommes juifs étrangers de région parisienne.
- 20 août: le camp de Drancy est ouvert aux Juifs.
- 29 novembre: Fondation de l'Union générale des Israélites de France (UGIF) par une loi du gouvernement de Vichy.

### 1942:

- Janvier: création en zone sud de l'Armée juive.

- Mars: début du processus de dissolution de toutes les œuvres juives d'assistance au sein de l'UGIF.
- Avril: Joseph Kutin, ancien officier des Brigades internationales, crée à Grenoble et à Lyon le groupe FTP-MOI Carmagnole-Liberté.
- Août: rafles en zone sud organisées par le secrétaire à la Police René Bousquet. Naissance de "la Sixième" au sein des EIF.
- Août: création à Toulouse d'un groupe de FTP-MOI, la "35ème Brigade" dirigée par Marcel Langer, Juif polonais guillotiné en juillet 1943.

**1943:**

- Avril: naissance clandestine à Grenoble, partie de la zone d'occupation italienne, du CDJC, Centre de documentation juive contemporaine, au domicile d'Isaac Scheersohn.
- Mai: naissance à Grenoble de l'UJRE, l'Union des Juifs pour la Résistance et l'entraide, émanation du parti communiste clandestin qui tente ainsi de fédérer tous les Juifs.
- Juillet: fondation à Grenoble du CGD, Comité général de défense réunissant les communistes de l'UJRE, les sionistes et les bundistes. Dans les mois suivants, le CGD sollicite sans succès son adhésion au Conseil national de la Résistance (CNR) réuni le 27 mai à Paris, sous la direction de Jean Moulin, délégué du général de Gaulle.
- Octobre: premiers contacts entre le secrétaire général du CGD Léo Glaeser et le Consistoire central présidé par Léon Meiss, grâce à la médiation de Joseph Fisher.

**1944:**

- Janvier: fondation du CRIF, Conseil représentatif des Israélites de France, devenu par la suite le Conseil représentatif des institutions juives de France. Pour la première fois, israélites français et Juifs immigrés, religieux, sionistes, bundistes et communistes siègent dans une même organisation.
- Mai: signature de la charte du CRIF qui consacre l'adhésion officielle des non-sionistes en France aux revendications de l'Agence juive concernant la Palestine.
- Juin-août: Libération de la France à laquelle participent les réseaux et maquis juifs intégrés au sein des FFI.

## Déroulement précis du cours

## LES JUIFS DANS LA RESISTANCE EN FRANCE

### 1. JUIFS DANS LA RESISTANCE OU RESISTANCE JUIVE?

Il est quasi-impossible de mesurer par des chiffres ou des pourcentages la participation des Juifs à la Résistance. On peut seulement avancer que cette participation excède largement en proportion leur importance numérique au sein de la population de la France.

S'il est difficile de mesurer la part numérique des Juifs dans la Résistance, il est possible en revanche de repérer le rôle déterminant des personnalités ou des

idéologies souvent extérieures aux pratiques religieuses juives au sein des mouvements ou des réseaux.

Loin d'être exclusivement un engagement collectif au nom de la seule conscience d'un génocide en cours et de la défense d'une judéité en péril, l'entrée en Résistance épouse en général des degrés plus divers et des horizons plus larges. Il en va de même des dirigeants des institutions juives.

## 1. 1. Les organisations juives legales et la Resistance

**- Le Consistoire gardien des principes républicains**. Des décennies d'assimilation républicaine et laïque ont rendu insaisissables les contours exacts des communautés juives françaises et, depuis 1872, les recensements ne mentionnent plus l'appartenance religieuse. Envoyé en mission à Paris par Adolf Eichmann, le Judenreferent Theodor Dannecker, expert SS de la question juive, est l'initiateur, en janvier 1941, du Comité de coordination des œuvres de bienfaisance juives de Paris englobant les organisations consistoriales. Cette politique allemande de repérage et de regroupement est renforcée par une loi du gouvernement de Vichy du 29 novembre 1941 de regroupement des institutions juives d'assistance au sein de l'UGIF, l'Union générale des Israélites de France.

En 1940, le Consistoire siège en zone "libre", à Lyon, ne conservant à Paris qu'une Délégation générale dirigée par Roger-Angel Olchanski. Il s'oppose à l'UGIF et à une refondation de l'identité juive, brutalement imposée par les statuts raciaux antisémites d'octobre 1940 et de juin 1941: elle dépasse la définition républicaine et laïque du judaïsme comme simple appartenance religieuse choisie dans la sphère privée pour tenter de constituer une communauté organique séparée de la nation française. .

Cependant, entre le Consistoire et l'UGIF, il existe des liens puissants, de nature sociale et familiale. André Baur, vice-président de l'UGIF, est par exemple le neveu du Grand-Rabbin de Paris Julien Weill et il protège en théorie les membres du Consistoire contre les arrestations en leur attribuant des "cartes de légitimation du culte" délivrées par ses services.

Ces deux institutions juives légales ont permis aux communautés juives de survivre, tout en servant de paravent à des activités clandestines. Aux yeux de la Résistance juive communiste, elles ont au contraire aveuglé ces mêmes communautés au sujet de l'entreprise d'extermination.

-**Les organisations juives légales comme paravent aux activités de Résistance**. L'UGIF n'a pourtant jamais directement participé aux arrestations et n'a jamais dressé de listes de déportés. En 1942, elle est même devenue en zone occupée un espace de protection pour ses employés étrangers munis d'une carte de légitimation qui les exempte de toute mesure d'internement. Cependant, dès le mois de décembre, par décision du commissaire général aux Questions juives Louis Darquier de Pellepoix, les dirigeants de l'UGIF sont sommés de les licencier. Négociant pied à pied le maintien d'un pourcentage de salariés étrangers, André Baur gagne du temps sur la persécution. Quand une rafle est organisée, dans la nuit du 17 au 18 mars 1943, la majorité d'entre eux ont réussi à plonger dans la clandestinité. Sur 228 employés étrangers de l'UGIF licenciés de zone nord, pour l'essentiel en région parisienne, 40 ont été arrêtés puis déportés, soit un peu moins de 18%, chiffre terrible mais inférieur au pourcentage des Juifs de France déportés par rapport à leur population totale. En aucun cas, les Juifs français n'ont donc sacrifié les juifs étrangers pour mieux se sauver eux-mêmes.

Lorsqu'un arrêté, signé le 11 mai 1943 par Darquier de Pellepoix, impose une taxe de 120 francs par Juif adulte résidant en zone nord, et de 350 francs en zone sud, un numéro clandestin de *Notre Voix*, daté du 20 juin 1943, titre: "Pas un sou pour les traîtres de l'UGIF". Les archives révèlent pourtant que quelques jours avant, les

dirigeants de l'UGIF ont engagé une véritable lutte procédurière contestant la légalité de l'arrêté du 11 mai, allant jusqu'à consulter Roger de Segogne, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation qui tente de les dissuader de poursuivre leur "résistance intempestive".

Enfin, à partir de juillet 1943, André Baur proteste auprès des autorités de Vichy contre les brutalités imposées par Aloïs Brunner, nouveau responsable SS du camp de Drancy. Cette réaction lui vaut d'être arrêté et interné, sous le prétexte de l'évasion d'un de ses cousins. Le 30 juillet 1943, Aloïs Brunner opère une rafle au siège du service d'assistance sociale de l'UGIF, rue de la Bienfaisance. Il y saisit des listes de secours comportant des adresses fictives, dévoilant ainsi une partie du service clandestin de placement d'assistés, et notamment d'enfants, fonctionnant sous le paravent légal de l'UGIF de zone occupée.

En zone sud, les organisations juives d'avant-guerre, officiellement dissoutes à partir de mars 1942, au sein de l'UGIF avec l'essentiel de leurs fonds et de leur personnel, mettent en place des mouvements et réseaux de Résistance sous le paravent légal de l'UGIF.

Par leurs contestations procédurières, les premiers dirigeants de l'UGIF ont ainsi retardé le glissement de leur organisation vers un Judenrat, courroie de transmission souhaitée par les Allemands.

**-Des organisations caritatives vitales.** Les foyers de l'UGIF, au même titre que les synagogues demeurées ouvertes jusqu'en 1944 par la volonté du Consistoire, mais également tous les appartements encore habités par des Juifs et recensés par la Préfecture de police, sont devenus des souricières.

En dépit de leurs liens avec les filières d'évasions de milliers d'enfants juifs, Juliette Stern, chef du service d'assistance sociale en zone nord, et Benjamin Weill-Hallé, responsable de son service médical, sont demeurés, jusqu'en juillet 1944, membres du conseil d'administration de l'UGIF, illustrant la complexité des choix de notables patronnant des organisations caritatives vitales. L'historienne Renée Poznanski cite à ce sujet le témoignage du docteur Eugène Minkowski évoquant les paroles d'un directeur d'une des cantines parisiennes de l'UGIF qui, au début de l'été 1944, servent encore 31 000 repas mensuels: "Sans doute, disait-il, cela serait la prudence même, mais mes clients, surtout les vieux, sans gîte, sans défense, m'ont déclaré que, si nous fermions, ils iraient se livrer volontairement pour être envoyés à Drancy. Dans ces conditions, je ne puis prendre une telle décision."

Le maintien de cantines, de dispensaires, au risque de la souricière, la distribution de secours se rattachent au concept hébreu de sanctification de la vie. L'ensemble des activités caritatives ont permis aux communautés juives de survivre dans une situation de spoliation et d'exclusions professionnelles qui a mené de nombreuses familles au bord de la disette et du désespoir.

### 1. 2. L'ENGAGEMENT DES JUIFS A TITRE INDIVIDUEL

La Résistance offre la possibilité de se fondre dans le combat général contre l'Occupant, à rebours de la politique d'exclusion mise en place par les ordonnances allemandes et par les lois de Vichy. La contrepartie est de taire la spécificité du sort réservé aux Juifs de France, pour ne pas prêter le flanc à une xénophobie mêlée d'antisémitisme à laquelle sont sensibles, sans forcément toujours y prêter foi, les résistants eux-mêmes. Il existe des paliers dans l'engagement de Juifs exclus de la plupart des professions par les statuts d'octobre 1940 et de juin 1941 et qui trouvent, au sein des mouvements et des réseaux de la Résistance, de nouvelles structures d'accueil et une véritable mobilité sociale dont témoignent leurs places à différents niveaux de ces hiérarchies clandestines.

Les Juifs français dits de vieille souche, nourris de la foi en une France laïque et républicaine, nouvelle Terre promise, ne conçoivent en général tout engagement qu'à titre individuel au nom d'intérêts non juifs. Emblématique de ces convictions, le grand historien médiéviste Marc Bloch, devenu en 1943, sous le pseudonyme de Narbonne, un des chefs, dans la région lyonnaise, du réseau Franc-Tireurs intégré ensuite aux MUR, Mouvements unis de la Résistance, et fusillé par les Allemands le 16 juin 1944. (Doc A)La défense des droits de l'homme de 1789, nouveau Décalogue qui a précédé de deux ans l'accès des Juifs à la citoyenneté, a été confortée par l'heureuse issue de l'affaire Dreyfus et ravivée par le "baptême du sang" de la Grande Guerre. Ces hommes et femmes ne conçoivent leur activité de Résistance qu'en capitalisant des liens demeurés très puissants avec la société civile non juive. La fidélité à un idéal, sans que la transgression de la légalité soit pensée comme un préalable, définit la résistance "humanitaire" de certains. C'est le sens de l'engagement de Denise Léon, née au sein d'une famille juive bordelaise en 1906, et de son époux le docteur Alfred Milhaud, né à Perpignan en 1905, médecin de l'UGIF après avoir été révoqué de son poste de médecin militaire à l'hôpital du Val-de-Grâce, en raison de ses origines juives. Depuis leur domicile parisien du 106, boulevard Saint-Germain, le couple Milhaud participe au réseau L'Entraide temporaire, présidé par Lucie Chevalley, fille du pasteur calviniste Augustin Sabatier.

### 1. 3. Les Juifs dans des reseaux et des mouvements interconfessionnels: l'exemple de l'Entraide temporaire

C'est le Service social d'aide aux émigrants fondé par Augustin Sabatier depuis 1924 qui sert de couverture légale à L'Entraide temporaire. Ce réseau, majoritairement composé de femmes, réunit à peu près autant de Juifs que de non Juifs. Le pédiatre Benjamin Weill-Hallé, exclu en 1941 de l'Institut Pasteur en tant que Juif, devenu membre du conseil d'administration de l'UGIF l'année suivante, fait partie de ce réseau de l'Entraide temporaire qui confectionne une série de faux papiers. Il se spécialise progressivement dans le sauvetage des enfants juifs dont certains sont bloqués dans les maisons de l'UGIF en région parisienne. Elle-même assistante sociale de l'UGIF, Denise Milhaud bénéficie de l'aide d'assistantes sociales non juives, comme Marcelle Guillemot employée au patronage protestant de La Clairière. (Doc B)

Des liens sont tissés avec le MNCR, le Mouvement national contre le racisme fondé le 14 mars 1941 par des intellectuels juifs et non juifs et qui deviendra le MRAP. Suzanne Hartog, épouse du Belge Claude Spaak, qui a servi d'intermédiaire entre Denise Milhaud et les membres du patronage protestant, est membre du MNCR au moment de son arrestation en Belgique le 8 novembre 1943, puis de son exécution par les Allemands dans la cour de la prison de Fresnes, le 12 août 1944 à l'âge de 39 ans. Elle a partagé son activité entre la Belgique et Paris où son domicile de la rue du Beaujolais a servi de boîte aux lettres à Léopold Trepper, le chef du réseau L'Orchestre rouge. Elle a, dans le même temps, participé au sauvetage des enfants juifs des maisons parisiennes de l'UGIF, accueillis en février 1943 par le pasteur du temple parisien de l'Oratoire Paul Vergara, au centre réformé de La Clairière situé au 60, rue Greneta à Paris, avant d'être dispersés clandestinement dans des familles.

Dès 1940, des Juifs comptent également au nombre des fondateurs des mouvements de la Résistance intellectuelle qui trouvent leur origine dans les milieux étudiants du quartier latin. Anatole Lewitzky et Marcel Abraham épaulent ainsi Boris Vildé lors de la création du réseau du musée de l'Homme qui publie, le 15 décembre 1940, le premier numéro du journal *Résistance*. De même, Robert Salmon, né en 1918, d'origine juive mais non pratiquant, est le co-fondateur avec Philippe Viannay, son ancien condisciple d'hypokhâgne, du mouvement de Résistance Défense de la France. Prisonnier de guerre évadé, décoré de la croix de guerre pour son courage au front en 1940, Robert Salmon, qui a regagné Paris, trouve le nom du mouvement et signe sous le

pseudonyme de Robert Tenaille dans le journal du même nom qui paraît à partir de juillet 1941.

## 2. La Resistance juive communiste: exemple de la zone nord

### 2. 1. La MOI et sa sous-section juive

Appendice du parti communiste français, la MOI ou Main-d'œuvre étrangère, constituée en 1926, est rebaptisée MOI ou Main d'œuvre immigrée, à partir de 1932, dans un contexte de crise et de poussée xénophobe. Les 70 000 Juifs étrangers résidant en région parisienne, en majorité d'origine polonaise, sont les plus nombreux et les plus actifs au sein de sa sous-section juive dont le journal en yiddish devient, à partir de 1934, le quotidien *Naïe Presse*, chargé de proclamer la ligne officielle du parti.

Dans le contexte de la guerre civile espagnole, Paris, qui abrite les directions des partis communistes interdits en Europe, est la plaque tournante de l'engagement antifasciste des militants de la MOI au sein des Brigades internationales.

En 1940, la presse juive en situation d'autofinancement joue un rôle fédérateur dans la reconstitution des groupes de langues de la MOI. En octobre 1940, Artur London est chargé de la propagande au sein du triangle de direction de la MOI reconstituée en région parisienne, aux côtés de Louis Gronowski, le "politique" nommé au comité central du PCF, et de Jacques Kaminski, alias Hervé, responsable de l'organisation puis de la lutte armée. Reconstituée ainsi dès juillet 1940 à Paris, à partir de comités d'entraide d'immeubles, de rues et de quartiers regroupés sous le nom de Solidarité, la sous-section juive de la MOI édite le mois suivant le journal clandestin yiddish *Unzer Wort*. Au sein du triangle de direction, Jacques Kaminski est responsable des Juifs, des Bulgares et des Arméniens. Artur London est désigné par la direction du PCF, à l'été 1941, pour organiser, dans le cadre de la MOI, un groupe de travail indépendant baptisé TA ou travail allemand. Il édite en région parisienne, à l'adresse des troupes d'occupation, *Der Soldat im Westen*, journal de faible diffusion, au titre et au format analogue à celui des services de propagande allemande. Les membres du TA se recrutent surtout dans les "groupes de langue" autrichien ou d'Europe centrale de la MOI, profitant notamment de la présence de Juifs germanophones.

Les contraintes de la propagande puis de la lutte armée favorisent une segmentation des composantes nationales de la MOI, dont le sigle même est absent de la presse clandestine.

### 2. 2. Les FTP-MOI: l'exemple de la region parisienne

Fondée à l'automne 1940 par le PCF, l'OS, Organisation spéciale, constitue l'ossature de ce qui devient, à partir de 1942, l'organisation FTP, celle des Francs-tireurs et partisans. Elle est composée de militants des groupes de langues de la MOI, souvent aguerris au sein des Brigades internationales pendant la guerre civile espagnole.

Constitués de nombreux Juifs étrangers, les groupes spéciaux de l'OS-MOI prennent pour cible les troupes d'occupation allemandes à partir de juin 1941, date de rupture du pacte germano-soviétique due à l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht. Début 1942, la fusion de groupes de combattants aboutit à la création des FTP-MOI. Hommage aux Français ayant combattu l'invasion prussienne de 1870-1871, l'appellation "Francs-tireurs" se double de celle de "partisans", en référence aux résistants soviétiques.

Au sommet de la hiérarchie des FTP de la région parisienne, Joseph Epstein a choisi de transcender ses origines juives au profit d'un engagement communiste. Né en 1911 à Zamosc en Pologne, militant chassé de son lycée et réfugié en France en 1931, il est licencié en droit de l'université de Tours et blessé en 1936 au cours de la défense d'Irun contre les troupes de Franco. En novembre 1940, il s'évade d'un Stalag des environs

de Leipzig et, via la Suisse, regagne Paris où il se met au service de son parti. Sous ses ordres, Boris Bruhman, devenu Holban en 1946, est un Juif de Bessarabie immigré à Paris depuis 1938, responsable militaire du triangle de direction des FTP-MOI jusqu'à la Libération, si l'on excepte l'intermède de l'Arménien Missak Manouchian entre août et novembre 1943. Sous ses ordres, une centaine de combattants volontaires opèrent en quatre détachements.

Chaque détachement est constitué sur la base de groupes de langue ou de nationalité, à l'exception du quatrième, dit des dérailleurs. Tous sont majoritairement composés de Juifs, à l'exception du troisième détachement des Italiens

Le premier détachement, majoritairement composé de Juifs roumains, est dirigé par Edmond Hirsch, un ancien des Brigades internationales évadé du camp d'Argelès, arrêté en décembre 1942 et remplacé par l'étudiant juif roumain Joseph Glisci, mort au combat à Clichy, le 2 juillet 1943.

Le second détachement regroupe une quarantaine de combattants, majoritairement Juifs polonais âgés de 16 à 20 ans, enfants de déportés. Leur chef militaire Léon Pakin, fusillé le 27 juillet 1942, est remplacé par Mayer List, arrêté en juillet 1943. Numériquement le plus important et le plus actif, il fournit la majorité des effectifs du quatrième détachement des dérailleurs, fondé et dirigé par Joseph Boczor, et des quatre hommes de l'équipe spéciale chargée en juin 1943, avec Marcel Rayman, des attentats les plus audacieux. En dehors de toute foi de nature religieuse, la persécution renforce chez les plus jeunes la conscience d'une appartenance culturelle, comme le montre l'engagement de la génération des rafles, à l'exemple de Marcel Rayman dont le père a été interné à Drancy en août 1941 avant d'être déporté à Auschwitz. Pris en filature par les policiers français, arrêtés en novembre 1943 et livrés aux Allemands, les membres de l'Equipe spéciale et du détachement des dérailleurs sont fusillés en février 1944 au Mont Valérien, alors qu'une campagne de propagande antisémite tente d'associer dans l'opinion les thèmes de la Libération et de la guerre civile. (Doc C )

### 3. DES FILIERES D'EVASION AU MAQUIS: EXEMPLE DE L'ARMEE JUIVE

Fondée à Toulouse en 1940 par Abraham Polonski et David Knout, l'organisation sioniste de résistance "Main forte", ayant pour but l'évasion des Juifs des camps d'internement de la zone sud, est à l'origine de la constitution, en janvier 1942, de l'Armée juive (AJ). Parallèlement, les Eclaireurs israélites de France (EIF) développent, à partir des rafles d'août 1942 en zone sud, une filière clandestine de sauvetage appelée "la Sixième", parce que les EIF constituent, jusqu'à sa dissolution imposée en janvier 1943 par Darquier de Pellepoix, la 4ème direction de l'UGIF divisée en cinq sections. Fondateur des EIF, Robert Gamzon, est tout à la fois membre du conseil d'administration de l'UGIF de 1942 à 1944 et, à partir de 1943, du Consistoire central.

A partir de 1943, financée depuis la Suisse par le Joint et grossie des EIF désormais interdits, l'AJ organise des filières de passage en direction de la Palestine, via l'Espagne créant à cette fin le Service d'évacuation et de regroupement (SER). Dirigeant du SER, Jacques Roitman, dit Morel, est arrêté près de Toulouse en même temps que Leo Kohn, un des chefs des EIF, et déporté à Buchenwald comme résistant. Fondé à Toulouse à l'instigation d'Andrée Salomon, assistante sociale de l'OSE qui a contacté l'AJ, le Service d'évacuation et de regroupement des enfants (SERE), dirigé par Gisèle Roman, organise le passage d'une centaine d'entre eux à travers les Pyrénées. Responsable de l'AJ à Nice, Maurice Loebenberg dit Cachoud, devenu en 1944 le chef du service de faux papiers du Mouvement de Libération nationale (MLN), est assassiné par les Allemands à Paris en juillet 1944. Actif également à Nice, l'ingénieur Joseph Bass, engagé volontaire, évadé du camp du Vernet, crée à Marseille le Groupe d'action contre la déportation ou Service André, grâce au soutien de Maurice Brener, tout à la fois directeur adjoint du Joint, membre de l'AJ et secrétaire de

Raymond-Raoul Lambert, le directeur général de l'UGIF en zone sud: en relation avec le pasteur Trocmé, ils mettent en place une filière d'évasion en direction du village cévenol du Chambon-sur-Lignon où l'AJ crée un maquis juif dès juin 1943 et participe en août 1944 à la libération du Puy-en-Velay.

Quant à Marc Haguenau, dirigeant de la Sixième, il est arrêté en février 1944 et, en tentant de s'évader, meurt à Grenoble, l'une des plaques tournantes des filières d'évasion en direction de la Suisse, via Annemasse. Professeur d'éducation physique né dans une famille juive alsacienne, Georges Loinger en est l'un des principaux organisateurs, avec l'aide de son ami Joseph Weiss, médecin de l'OSE, alors 3ème direction de l'UGIF de zone sud.

Parallèlement à ces filières de sauvetage, l'AJ crée, avec l'aide de l'Armée secrète (AS), bras armé des MUR, le maquis de la Montagne noire dans le Tarn en novembre 1943, baptisé peloton Trumpeldor, en hommage à un héros sioniste tué en 1920 en défendant une colonie en Galilée. Devenue en 1944 l'Organisation juive de combat (OJC), l'AJ est intégrée aux FFI qui participent à la libération du territoire. Quant au maquis des EIF de Vabres dans le Tarn, devenu la compagnie Marc Haguenau, il libère Castres en août 1944, et son chef Robert Gamzon est nommé capitaine des FFI. . (Doc D )

Ainsi, au-delà des idéologies divergentes, l'appartenance au judaïsme fonde les raisons d'un engagement dans le cas de sionistes ou en redouble le sens en ce qui concerne la Résistance armée des FTP-MOI. En ce sens, en dépit du refus des Juifs assimilés à leur patrie française ou des Juifs communistes voués à une utopie séculière de s'identifier à une cause spécifiquement juive, leur Résistance peut être qualifiée de juive. Les actions armées spectaculaires, nourries par la guerre des propagandes, sont destinées tout à la fois à affaiblir l'ennemi et à frapper l'opinion. A l'adresse des communautés persécutées, des textes en yiddish et l'utilisation de symboles comme la rébellion de Bar Kochba en 135 nourrissent de fait les sentiments d'appartenance communautaire.

## Repères culturels

Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne: http: //www. musee-resistance. com/officiel/visGuid/musees/champigny. asp

Des musées départementaux de la Résistance nationale et de la déportation existent à Grenoble: http: //www. resistance-en-isere. com/mr/index/num/1/lan/1, Toulouse depuis 1994: http: //www. musee-resistance31. fr/ ou Besançon: http: //www. citadelle. com/musee resistance. php

Ces musées sont une ressource pour les élèves des classes de Troisième de collège et de Première de lycée préparant de septembre à mars le concours national de la Résistance et de la déportation, sous la forme de dossiers audiovisuels ou écrits collectifs, ou sous la forme de dissertations individuelles.